REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

4ème CONFERENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (FFD4)

DEBAT GENERAL

Séville (Espagne), 30 juin – 1er juillet 2025

Déclaration de SEM Tiémoko Meyliet KONE

Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire

- **Monsieur le Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,**
- **Honorables délégués,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord, au nom du Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, saluer l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement espagnol pour l'organisation de cette importante Conférence sur le financement du développement.

Nous nous réunissons à un moment charnière de notre histoire commune. Les séquelles post COVID-19 sont encore visibles, les tensions géopolitiques et sécuritaires se multiplient, l'inflation pèse sur les économies les plus vulnérables, et la crise climatique bouleverse toutes les stratégies de développement. A cela s'ajoutent la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux et la remise en question du multilatéralisme.

Ces défis fragilisent les économies, en particulier celles des pays en développement, et menacent les acquis durement obtenus au fil du temps.

Pourtant, les besoins de financements pour atteindre les Objectifs de Développement Durable n'ont jamais été aussi pressants. Selon le rapport conjoint de l'OCDE et de l'Union Africaine, publié en avril 2024, l'Afrique doit combler un déficit de 1.600 milliards de dollars d'ici 2030 pour espérer atteindre ces objectifs.

Les pays les moins avancés, en particulier sur le continent africain, se trouvent ainsi confrontés à des contraintes croissantes, aggravées par des règles financières internationales trop souvent inadaptées à leurs réalités.

A cet effet, je voudrais rappeler qu'il devient urgent de repenser en profondeur l'architecture des institutions financières internationales, afin de les rendre plus équitables.

Dans le même esprit, nous appelons au développement des mécanismes innovants permettant aux États les moins avancés de mobiliser davantage de ressources

concessionnelles sur les marchés financiers internationaux, à un moment où l'aide publique diminue.

Parmi ces mécanismes, figurent notamment la conversion de dettes onéreuses de court terme en ressources de long terme à moindre coût, ainsi que des émissions internationales souscrites en monnaie locale pour limiter les vulnérabilités liées aux risques de change.

L'émission de crédits carbone mérite également une attention renforcée, en levant les obstacles réglementaires et techniques, afin de permettre aux États de rémunérer pleinement leurs efforts liés à la préservation des forêts.

Pour que de telles solutions se généralisent, il est impératif de mieux apprécier le risque souvent exagéré qui pèse sur les pays du Sud. Il est donc essentiel que les marchés financiers procèdent à une évaluation plus juste de nos pays, basée sur les fondamentaux économiques.

Les pays en développement doivent, pour leur part, renforcer leur gouvernance, en mettant en œuvre des politiques favorables au développement du capital humain, à la stabilité macroéconomique et à la mobilisation de ressources domestiques.

Quant aux pays industrialisés, il leur appartient d'assumer pleinement leur part de responsabilité, en respectant les engagements financiers pris, notamment lors de la COP29 sur le climat.

Ces ressources sont indispensables pour permettre aux pays les plus vulnérables de faire face aux effets du changement climatique, sans compromettre leur trajectoire de développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

À un moment où l'ordre mondial est mis à rude épreuve, repenser le financement du développement devient une nécessité absolue.

Il nous appartient donc, de bâtir ensemble un nouveau pacte financier mondial, plus juste et mieux adapté aux réalités des pays les moins avancés, pour une prospérité réellement partagée.

Je vous remercie.